

Allgemeine Buchbesprechungen = Comptes rendus généraux

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **24 (2017)**

Heft 1: **Verfassung, Bürgerschaft und Schule = Constitution, citoyenneté et école**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Leonardo Broillet
A cavallo delle Alpi
 Ascese, declini e collaborazioni dei ceti dirigenti tra Ticino e Svizzera centrale (1400–1600)

Franco Angeli, Milano 2014, 584 p., fr. 59.–

Depuis une dizaine d'années, l'histoire politique de la Suisse italienne d'Ancien Régime attire l'attention de plusieurs jeunes chercheurs. Les travaux de Marco Schnyder, notamment, ont mis en évidence les particularités ainsi que le caractère cosmopolite des élites dirigeantes des «bailliages suisses d'Italie», la région qui compose le canton du Tessin d'aujourd'hui.

La thèse de Leonardo Broillet, présentée à l'Université de Zurich sous la direction de Paolo Ostinelli et de Simon Teuscher, s'insère dans ce sillage. Elle se concentre sur l'évolution des élites locales à l'époque de la conquête suisse des territoires au sud du Saint-Gothard, durant les 15^e et 16^e siècles.

Selon l'auteur, la conquête de la Léventine par les Uranais, depuis le début du 15^e siècle, aurait représenté une sorte de laboratoire politique et culturel en vue de la future domination confédérée sur les bailliages de langue italienne. La thèse de Broillet mobilise une riche documentation afin d'illustrer l'intérêt croissant des élites au nord du Gothard pour les territoires lombards. Depuis le 15^e siècle, de nombreux notables, marchands, entrepreneurs ou militaires uranais établirent des rapports importants avec les bailliages et avec la Lombardie. Ils y investirent de l'argent et participèrent aux trafics locaux, par exemple au commerce du bois des vallées supérieures mais,

également, au florissant commerce du bétail. Certaines familles s'établirent même au sud des Alpes, à l'instar des von Mentlen à Bellinzone ou des Beroldingen qui, au 16^e siècle, fondèrent une puissante dynastie à Lugano et à Mendrisio. En ce sens, le comportement des Uranais se distingua profondément de celui des élites des autres cantons confédérés, dont la présence et les activités au sud du Saint Gothard furent beaucoup moins marquées.

Le contexte historique des faits étudiés est très intéressant. Avec l'assujettissement de la Léventine par Uri, devenue stable après la bataille de Giornico de 1478, les cantons de la Confédération suisse intégrèrent pour la première fois des territoires de langue et de culture italienne. Le processus fut complété avec la conquête progressive des autres bailliages de langue italienne (Blenio, Riviera, Bellinzone, Locarno, Vallemaggia, Lugano et Mendrisio). Ces diverses occupations, formalisées par la diète de Baden en 1512, furent reconnues par les puissances après la défaite de Marignan et entérinées par le serment de Mendrisio de 1521 et l'annexion du bailliage méridional à la Confédération en 1522. Pour une Confédération essentiellement germanophone, c'est alors le début d'un rapport de domination sur des régions de langue et de culture latine. Quelles furent les conséquences de ce tournant?

C'est à travers le prisme culturel que Leonardo Broillet illustre les différentes étapes de cette confrontation avec des populations étrangères, en se concentrant notamment sur le rôle des élites locales qu'il qualifie de «tessinoises». Il faut

toutefois souligner que le Tessin n'existera en tant qu'entité politique et géographique qu'à partir de 1803. L'historien use ainsi de façon régulière d'une terminologie anachronique, un choix discutable d'autant plus qu'il ne le justifie pas, suggérant une improbable unité du territoire des différents bailliages au sud du Gothard à l'époque moderne.

Durant la période de conquête des futurs baillages italiens, les élites locales se réorientèrent progressivement vers les cantons suisses. Plusieurs familles profitèrent du changement de pouvoir pour conquérir de nouveaux espaces d'autorité, d'autres se proposèrent comme intermédiaires entre les nouveaux seigneurs et les sujets italophones, profitant d'une expérience politique et diplomatique consolidée durant les dernières décennies. Les guerres d'Italie et l'instabilité politique qui s'était créée au sud des Alpes constituaient une menace grandissante pour les intérêts politiques et économiques des notables lombards en général, et des régions au sud du Saint-Gothard en particulier. Les cantons suisses, qui depuis le 14^e siècle jouissaient d'un prestige militaire solide, représentaient en ce contexte la promesse d'une certaine stabilité et, pour plusieurs, l'opportunité d'affaires intéressantes. Pendant cette première phase, plusieurs entrepreneurs des bailliages s'insèrent avec succès dans le recrutement des compagnies mercenaires engagées sur les champs de bataille italiens: un chapitre encore peu étudié et certainement de très grand intérêt. Plus généralement, Broillet souligne l'importance des activités commerciales dans l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante locale au 15^e siècle: en effet, le commerce du bois à destination de Milan et des villes lombardes semble avoir joué un rôle particulier, mais le commerce du bétail et les trafics sur la route du Saint-Gothard n'étaient pas sans importance.

Dans le cadre de sa vaste enquête, l'historien aborde une série de sujets extrêmement intéressants. A plusieurs reprises, il fait notamment allusion au rôle important des procès de sorcellerie du 15^e siècle pour l'affirmation de nouvelles familles de notables; cette thématique très stimulante n'est toutefois pas vraiment approfondie dans le volume. Au début du 16^e siècle, certaines familles de notables parvinrent en tout cas à affermir leur pouvoir et leur prestige local, en collaborant étroitement avec les nouveaux maîtres suisses et en s'accaparant une large partie des charges politiques liées à l'administration des baillis confédérés.

Mais l'euphorie fut de courte durée: à partir du milieu du 16^e siècle, les élites des cantons suisses affirmèrent leur contrôle du territoire et se passèrent progressivement de l'intermédiation des notables des bailliages dans leurs relations avec Milan et les Etats italiens. Les Urnais devinrent en particulier très actifs au sud du Gothard, ils y élargirent leurs activités économiques et commerciales en prêtant de l'argent aux communautés locales et en entretenant des contacts directs avec l'Italie. Les élites des bailliages furent donc progressivement écartées des postes les plus influents – par exemple de la charge importante de *land-scriba* (secrétaire du bailli) désormais directement assumée par des germanophones – et se retrouvèrent notamment exclues du lucratif commerce des mercenaires.

Sur le long terme, toutefois, la protection des cantons souverains et l'insertion dans les charges locales permirent à plusieurs familles de notables de consolider leur pouvoir local et d'exclure ou de limiter la concurrence de nouveaux parvenus. Le phénomène d'«oligarchisation» (la formation de patriciats relativement fermés qui s'observe au nord des Alpes) eut donc son pendant au sud

durant les 16^e et 17^e siècles. Au point que certaines familles – comme les Franzoni de Vallemaggia ou les Giudici dans la vallée de Blenio – témoignèrent d'un fort pouvoir personnel, souvent «abusif», largement fondé sur la violence et l'intimidation et indépendant des institutions.

L'étude de Broillet a le mérite de mettre enfin en lumière une période décisive, non seulement pour l'histoire des territoires suisses de langue italienne, mais plus généralement pour l'expansion de la Confédération suisse dans l'aire culturelle «latine» aux 15^e et 16^e siècles. De plus, elle valorise une documentation impressionnante. Face à ces qualités indiscutables, les quelques lacunes de ce travail imposant, exposés ci-après, ne pèsent pas lourd dans la balance.

La démonstration de l'auteur n'est pas toujours pleinement convaincante. Au-delà des nombreux cas documentés – et certainement significatifs – rien ne prouve, par exemple, que les Uranais aient tiré de leur expérience au sud du Gothard un avantage décisif et durable, hormis l'annexion de la Léventine. Certes, beaucoup d'entre eux accumulèrent des expériences politiques précieuses; bien sûr, il y eut des échanges culturels importants: Broillet nous montre que les représentants des élites politiques uranaises écrivaient souvent et parlaient couramment l'italien; que cela ait représenté un avantage décisif – voire un handicap pour les représentants des autres cantons (impliqués depuis 1500 dans l'administration des bailliages communs) ou pour les autres territoires suisses – reste toutefois une hypothèse à prouver. Le Valais de Matthieu Schiner ou du «Grand» Stockalper, par exemple, a également entretenu des rapports décisifs avec la Lombardie et les Etats italiens, sans toutefois s'engager durablement dans des conquêtes territoriales.

Du point de vue méthodologique, un autre problème réside dans le fait que

l'auteur traite régulièrement des «familles» ou des «parentèles» (*parentele*) comme des sujets historiques unitaires, sans considérer les fréquents conflits et les divisions internes. Cet usage terminologique engendre quelques difficultés d'interprétation et quelques contradictions, par exemple à propos du destin de la «famille» Rusca de Locarno. Broillet souligne en effet que «les» Rusca avaient été les alliés des Français en Italie et qu'ils avaient donc perdu beaucoup de leur pouvoir après l'affirmation des Suisses à Locarno. L'auteur ne cache pourtant pas que certains Rusca purent malgré tout s'insérer dans l'administration du bailliage et qu'ils y maintinrent un pouvoir remarquable: au 16^e siècle Franchino Rusca devint *luogotenente balivale* de Locarno et parviendra même à s'assurer la ferme du péage local. Dans ce cas, comme dans d'autres, il aurait fallu naturellement préciser les destins des différentes branches et familles à l'intérieur d'une parentèle très vaste, d'autant plus que l'historien nous présente en annexe les généalogies détaillées des dynasties les plus importantes.

Parmi les facteurs qui expliquent l'adhésion au parti suisse d'une grande majorité des élites au sud du Gothard, et en partie d'autres bourgs tels que Luino, le facteur fiscal aurait probablement mérité d'être davantage souligné. Les particularités de l'histoire fiscale de la Confédération – notamment une pression générale relativement basse sur les contribuables par rapport aux autres Etats européens – sont régulièrement sous-estimées dans les histoires nationales, ce qui conduit souvent à idéaliser des aspects culturels ou psychologiques comme facteurs d'unité.

Malgré ces quelques faiblesses, presque inévitables dans une thèse de doctorat d'une telle envergure, le livre de Leonardo Broillet représente certainement une contribution importante à l'histoire de la

Suisse italienne, mais plus globalement aussi à l'histoire d'une Confédération suisse pendant une période cruciale de son expansion. De ce fait, la lecture de l'ouvrage peut être conseillée à toute personne qui s'intéresse à l'histoire suisse.

Sandro Guzzi-Heeb (Lausanne)

Daniel Schläppi,
Gabriele Jancke (Hg.)
Die Ökonomie sozialer Beziehungen
Ressourcenbewirtschaftung
als Geben, Nehmen, Investieren,
Verschwenden, Haushalten, Horten,
Vererben, Schulden

Franz Steiner, Stuttgart 2015, 249 S., 7 Abb., € 46,-

In den vergangenen zwei Jahrzehnten sind einige Werke erschienen, die zur Erforschung der Wirtschaft aus kulturhistorischer Perspektive anregen wollen. Neben dem frühen programmatischen Band von Vogel und Berghoff *Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivenwechsels* von 2004 ist insbesondere der Band *Auf der Suche nach der Ökonomie* von Dejung, Dommann und Speich Chassé aus dem Jahr 2014 zu nennen. Neben HistorikerInnen regten auch Anthropologen wie David Graeber zu einer breiten Perspektive auf Wirtschaft(en) an, insbesondere in Bezug auf Schulden und Schuldbeziehungen als soziale Beziehungen (Graeber, *Schulden. Die ersten 5000 Jahre*, Stuttgart 2012).

In die immer noch recht geringe Zahl dieser Plädoyers reiht sich nun – mit einem dezidierten Aufbruchsgestus – der Band von Daniel Schläppi und Gabriele Jancke ein. Der 250 Seiten umfassende Sammelband zur *Ökonomie sozialer Beziehungen* möchte materielle und immaterielle Ressourcen und ihre Wirkkraft in menschlichen Beziehungen untersuchen. Dabei wird der Begriff Ökonomie in einem fast

schon maximalistisch weiten Verständnis benutzt, was den an anthropologischen und soziologischen Konzepten wie moralischer Ökonomie und Schulden etwa im Sinn Graebers oder von Bourdieus Trias von materiellem, sozialem und kulturellem Kapital interessierten LeserInnen vielversprechende Weiterentwicklungen dieser Ansätze und Begriffe anhand historischer Fallstudien erwarten lässt. Der Ökonomiebegriff, den die HerausgeberInnen nun vorschlagen, wird als «menschliches Wirtschaften von Individuen und/oder Gemeinschaften zur Allokation und Distribution von Ressourcen im Modus von Konkurrenz bzw. Kooperation» definiert. (14) Nachgehen wollen sie dem frühneuzeitlichen Ökonomiebegriff, «ökonomischen Praktiken und Handlungsfeldern wie Produktionsformen, Verteilkonflikten, Gerichtsfällen, Anweisungen zum guten Wirtschaften, Erwerbsarbeit als Subsistenzgrundlage der Meisten». (15) Der Umgang, die Bereitstellung und Verwendung, Bewirtschaftung und Distribution vielfältiger Ressourcen – hier gemeint als Alternative zum Begriff «Kapital» – wird dabei als ökonomisches Handeln und als «Dreh- und Angelpunkt sozialer Beziehungen» betrachtet. (16)

Die Einleitung der beiden HerausgeberInnen konstatiert drei Merkmale des Umgangs mit Ressourcen in der Vormoderne: die wichtige Rolle von Gemeinbesitz und kollektiven Ressourcen unter dem Gesichtspunkt des «gemeinen Nutzen», zweitens den hohen Stellenwert immaterieller Ressourcentransfers (gemeint sind etwa Loyalität und Ehre), drittens die Einbettung materieller Ressourcennutzung in ein soziales Gefüge. Die Ökonomie der Frühneuzeit sei von einer «Heteronormativität» geprägt gewesen, sie sei «komplex» und ereigne sich in einem «vielpoligen und ständig verändernden Beziehungsgeflecht».

Die Kritik der AutorInnen wendet sich nicht nur gegen den Kapitalbegriff Bour-

dieus, sondern auch – dies ist ein schon bekanntes Argument – gegen klassische ökonomische Theorien wie die *rational choice theory*. Diese Perspektive vernachlässigt das menschliche Interesse an dem «Erhalt von Ressourcen, der Konsolidierung ökonomischer Sicherheiten und der Absicherung von Standesprivilegien». (18)

Der Band ist in eine manifestartige Einleitung sowie drei thematische Grossbereiche aufgeteilt. Im ersten Teil, «Forschungsbezüge, Theorien und Methoden», plädiert Daniel Schläppi nochmals für einen Paradigmenwechsel und die Abkehr von bekannten Rastern der Einordnung von ökonomischem Handeln. Daneben steht der Aufsatz Christof Jeggles zu «Ressourcen, Märkten und Ökonomie sozialer Beziehungen» relativ bezuglos zum Thema des Bands. Die Aufsätze von Andreas Pečar zur Status-Ökonomie an den Höfen in Versailles und Wien und von Sebastian Kühn zur Ressourcenzirkulation (von der Morchel bis zu neuen Forschungsergebnissen) in Gelehrtenzirkeln um 1700 bilden das zweite Grosskapitel, «Ressourcen im Transfer». Der dritte Teil «Beziehungslogiken» bietet fünf Fallstudien: zu Worten als Ressource im Kontext frühneuzeitlicher Gastlichkeit (Gabriele Jancke), zu immateriellen und materiellen Ressourcen bei Verwandtenheiraten (Margareth Lanzinger), zum Herausfallen aus sozialen Beziehungen durch Privatinsolvenz und Zwangsversteigerungen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts (Mischa Suter) sowie zur Briefkommunikation einer westfälischen Bauernfamilie zwischen Alter und Neuer Welt im 18. Jahrhundert (Claudia Jarzebowski). Den Abschluss bildet der Aufsatz von Kristina Bake zur «Ökonomie des Eheglücks» anhand von populären Druckgrafiken ab dem 16. Jahrhundert. Die meisten der vorgestellten Fallstudien bieten interessante Einblicke in den anstrengenden Kampf

um Aufrechterhaltung und Pflege sozialer Beziehungen. Menschen der Frühen Neuzeit, so scheint es, scheuten keine «Kosten», wenn es um die Konsolidierung von Familie, Ehe, Haushalt und Status ging. Leider scheinen die meisten der zehn Beiträge die für das historische Arbeiten zentralen – da konkretisierenden – Begriffe wie Schulden und Ressourcen dabei gänzlich aufzuweichen. Die Beispiele beleuchten irgendwie alle etwas, was mit Ökonomie zu tun hat, wobei niemals klar herausgearbeitet wird, ob und inwiefern man doch das Wirtschaften mit materiellen Ressourcen, wie Geld und Gütern, oder den Umgang mit immateriellen Gütern, wie Status und Ehre, meint beziehungsweise – und das wäre durchaus interessant – die Verquickung beider Ebenen akribisch ins Auge fasst. Daniel Schläppi fordert – nicht zu Unrecht – eine Weiterentwicklung des Ökonomiebegriffs und eine Abkehr von disziplinären Rastern und Paradigmen. Ein der Wirtschaftswissenschaft entlehnter strikter Ökonomiebegriff, der allein für wirtschaftliches Handeln, abgekoppelt von sozialen und kulturellen Kontexten steht, kann nicht ausreichen, um das Handeln der Menschen in der Vergangenheit zu verstehen und zu erforschen. Doch muss man der damit einhergehenden Gefahr der absoluten Beliebigkeit der Begriffe und ihrer Aufweichung in einem nebulösen kulturalistischen Vokabular vorbeugen, indem man ihre Verwendung kontinuierlich reflektiert. Dies geschieht an dieser Stelle leider viel zu wenig. Auch der explizite Rückbezug auf die vermeintlichen Charakteristika der Ressourcennutzung in der Frühneuzeit, wie die Nutzung kollektiver Güter zum Wohl aller, fehlt im Band. Zudem bleibt der explizit und implizit formulierte Anspruch, theoretische und konzeptionelle Aspekte zu reflektieren, ausserhalb der ersten beiden Texte unerfüllt. Nichtsdestotrotz bietet der Band interessante Anregungen zum Nachdenken

über Methodik, Begriffe und Inhalte einer kulturwissenschaftlich ausgerichteten Wirtschaftsgeschichte.

Tanja Skambraks (Mannheim)

Bertrand Forclaz,
Philippe Martin (Hg.)
**Religion et piété
au défi de la guerre de Trente Ans**

Presses Universitaires, Rennes 2015, 345 S., € 21,-

Das Verhältnis zwischen Religion und Krieg in der Frühen Neuzeit wird seit den frühen 2000er-Jahren in der deutschsprachigen Geschichtsschreibung intensiv erforscht, nicht zuletzt im Hinblick auf die damit verbundenen, individuellen Erfahrungen.

Für die französischsprachige Geschichtswissenschaft soll dieser Sammelband, entstanden aus zwei Tagungen 2013 in Lyon und 2014 in Neuenburg, dasselbe leisten. Zudem möchte er das Bewusstsein für den Dreissigjährigen Krieg schärfen und ein Licht auf Gebiete werfen, die in der Forschung zu diesem Konflikt eher ein Schattendasein fristen: die Schweizerische Eidgenossenschaft, Lothringen und die Niederlande.

Der erste Teil unter dem Titel «Politique et confession» zeigt, wie eng politisches Handeln und Religion verzahnt waren, etwa durch die Darstellung obrigkeitlicher Macht: die Mariensäulen in München, Wien und Prag waren zwar Ausdruck der Dankbarkeit für die Rettung der Städte, symbolisierten aber auch die Rekatholisierungsbemühungen des Kaisers (Anton Schindling und Nina Fehlren-Weiss). Einen disziplinierenden Anspruch hatte die Regierung der Spanischen Niederlande, welche die Anwesenheit der spanischen Flandernarmee nutzte, um durch eine Kombination von Gesetzgebung und Kirchenpolitik auf die Bevöl-

kerung einzuwirken (Nicolas Simon). Für die protestantische Bevölkerung der ehemaligen Reichsstadt Metz brachten der Krieg und der Friedensschluss von 1648 einen politischen Niedergang, denn sie verlor ihre alten Sonderrechte. Auch einzelne Akteure, wie die Brüder François-Pierre und Albert-Nicolas König aus Freiburg im Üechtland in fremden Diensten, standen mit ihrem Handeln im Spannungsfeld von Politik und Religion. Während der Jesuitenschüler Albert-Nicolas sich als *miles christianus* betrachtete, war François-Pierre der «Realpolitiker», der die Religion stets auch in den Dienst seiner sehr erfolgreichen Karriere stellte (Verena Villiger und Jean Steinauer).

Die Aufsätze von Axelle Chassagnette und Willem Frijhoff beweisen dagegen, dass (politische) Ereignisse des Dreissigjährigen Kriegs auch da Einfluss ausübten, wo man es zunächst nicht erwarten würde. Chassagnette greift das Thema der Flugblätter auf, die zur Zeit des Dreissigjährigen Kriegs massenhaft kursierten. Ihre wiederkehrenden polemischen Motive entstanden häufig im Zusammenhang mit bestimmten Ereignissen, wie etwa der Niederlage der böhmischen Stände in der Schlacht am Weissen Berg 1620.

Frijhoff zeigt die publizistisch enge Verbindung zwischen der Republik der Niederlande und dem Heiligen Römischen Reich auf. So erscheinen gerade in politisch bedeutsamen Jahren wie 1620 oder nach der Intervention Gustav Adolfs II. von Schweden zahlreiche Flugschriften oder Berichte von Zukunftsvisionen.

Der zweite Teil, «Le clergé dans l'action», bietet verschiedene Beispiele, wie Geistliche mit den unvergleichbaren und in den meisten Fällen wohl unbekanntem Schrecken des Kriegs umgingen. Der Lothringer Pfarrer Pierre Fournier beschreibt in seiner umfangreichen Korrespondenz eine Lebenswelt, die zunehmend apokalyptische Züge annahm. Krieg, Hun-

ger, Pest und Tod sind die dominierenden Themen seiner Briefe. In dieser Endzeit konnte nur die Beibehaltung des gerechten Wegs den Menschen helfen (Cédric Andriot). Doch die meisten Geistlichen verblieben im Krieg nicht passiv leidend, sondern wurden ganz im Sinn des Titels «aktiv». Vincent de Paul, 1737 heilig gesprochen, setzte sich ab 1635 für Spenden und Hilfe für die Kriegsoffer in Lothringen ein. In der Folge kam es zur Entsendung verschiedener Ordensbrüder, die Fabienne Henryot als bewusste Politik des französischen Königshauses interpretiert, um seinen Einfluss in Lothringen zu stärken. Richard Pauli-Stravius, päpstlicher Nuntius ad interim in den Niederlanden, kämpfte um die Besetzung von im Krieg vakant gewordenen Pfründen und um die Seelen der katholischen Gläubigen unter protestantischer Herrschaft, wobei er sich während seiner ganzen Dienstzeit selbst um Pfründen und vor allem um die Ernennung zum ordentlichen Nuntius bemühte (Philippe Desmette). Auch militärisch wurde der Klerus aktiv. Nicolas Richard und Olivier Chaline beschreiben kampfbereite böhmische Priester, die während der Belagerung von Prag 1648 mit Erfolg die schwedischen Angreifer abwehrten.

Silvia Mostaccio stellt die Jesuitenmission der spanischen Flandernarmee vor, die zur christlichen Lebensführung der Soldaten Sorge tragen und die protestantische Bevölkerung entlang der Marschroute zum «wahren Glauben» führen sollte. Der darauf folgende Beitrag beleuchtet Katechismen für das spanische Militär. Diese sind erstmals in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts greifbar, der Eintritt Spaniens in den Dreissigjährigen Krieg führte aber zu vielen Neuerscheinungen, wie dem *Catolico y marcial modelo de prudentes y valerosos soldados* von Juan Gil de Velasco. Die Schriften dienten der Stärkung der Moral der Truppe, als Leitfaden für ein christliches Soldatenleben

und zur Unterweisung der Feldprediger (Vincenzo Lavenia).

Der letzte Teil, «Piété et dévotion», beschäftigt sich mit Frömmigkeitsformen im Umfeld des Kriegs. Wenig überraschend, erhielt der Glaube an göttliche Interventionen in Konfliktzeiten Auftrieb, wie verschiedene Fallbeispiele belegen. Der glückliche Ausgang der Belagerung der nordfranzösischen Stadt Cambrai im Jahr 1649 wurde dem Eingreifen der Lieben Frau von der Gnade, deren Ikone sich in der Kathedrale von Cambrai befindet, zugeschrieben (Alain Lottin). Mit den Städten Salins und Dole in der von Frankreich und Spanien heftig umkämpften Freigrafschaft Burgund verhielt es sich ähnlich. Die Verschonung Salins' liess einen Kult um die Verehrung der *Nôtre-Dame Liberatrice* entstehen, der 1642 mit dem Bau einer Kapelle begann (Jean François Ryon). Die Rettung der Stadt Dole wurde vom Chronisten Jean Boyvin als göttliche Strafe für die zahlreichen Gotteslästerungen der mit den Belagerern verbündeten schwedischen Truppen interpretiert (Corinne Marchal). Die von Philippe Martin vorgestellten Aufzeichnungen von Jean Delhotel, Pfarrer des Städtchens Avioth in Lothringen, drehen sich immer wieder um die Verehrung der wunder tätigen Statue der Heiligen Jungfrau von Avioth. Angesichts der kriegerischen Unsicherheiten erstaunt es wenig, dass Visionen und Weissagungen sehr häufig vorkamen, wie es Claire Gantet in ihrem Beitrag beschreibt.

Zwei besondere Fälle bilden den Schluss des Bands. Laurent Jalabert stellt in seinem Beitrag über den Schriftsteller Hans Michael Moscherosch (1601–1669) ausnahmsweise eine protestantische Sicht dar. Moscherosch erlebte als Amtmann der lothringischen Herrschaften Fénétrange (Finstringen) und Créhange (Kriechingen) den Krieg am eigenen Leib mit. In der Erzählung *Soldaten-Leben* und der Haus-

väterschrift *Insomnis cura parentum* ist die Aussage deutlich: nur die Akzeptanz des Leides und eine ernsthafte Frömmigkeit können nach dem Schrecken des Kriegs zu Gott zurückführen. Matthias Ilg beschäftigt sich schliesslich mit dem Nachleben des Fidelis von Sigmaringen. 1622 in den «Bündner Wirren» erschlagen und knapp 100 Jahre später heiliggesprochen, wurde die Verehrung des Kapuzinermonchs prägend für die Entwicklung eines katholischen Selbstverständnisses in der Innerschweiz, in Vorarlberg und in Schwaben.

Nicht zuletzt dank dem abschliessenden Fazit von Kaspar von Greyerz und Yves Krummenacker, das die Aufsätze in einen gesamteuropäischen Kontext des Kriegs stellt, erfüllt der Sammelband seine Ziele. Auch wenn (oder gerade weil?) katholische Beispiele überwiegen, erlauben die Aufsätze einen differenzierten Blick auf Kriegsgebiete ausserhalb des Kernterritoriums des Heiligen Römischen Reichs und ergänzen die eingangs erwähnten Forschungsbemühungen. Gerade deshalb ist dieser Band für deutschsprachige Historiker ein Erkenntnisgewinn. Zu bedauern ist einzig, dass die Herausgeber auf englische oder deutsche Abstracts verzichtet haben.

Marc Höchner (Eisenach)

**Fabian Furter, Bruno Meier,
Andrea Schaer, Ruth Wiederkehr
Stadtgeschichte Baden**

Hier und Jetzt, Baden 2015, 342 S., Fr. 49.–

Die Stadt Baden im Kanton Aargau blickt auf eine reichhaltige Geschichte zurück. Mit der Archäologin Andrea Schaer, der Germanistin und Historikerin Ruth Wiederkehr sowie den Historikern Fabian Furter und Bruno Meier haben sich lokale Experten des Buchprojekts angenommen.

Den Einstieg bildet die Auseinandersetzung mit den Thermalquellen am Limmatknie als Ursprung der Siedlungsgeschichte zur Zeit der Römer. Die Thermen sind über Jahrhunderte von grosser wirtschaftlicher Bedeutung. Schon als römische Siedlung *Aquae Helveticae* ist Baden ein überregionales Modebad. Andrea Schaer zeichnet aufgrund der neusten Grabungen und Forschungen den Werdegang der einzelnen Quellen, Badehöfe, Gasthäuser und Hotels nach. Es entsteht ein bewegtes Bild der Bäder, deren Bedeutung für Baden bis heute nicht zu unterschätzen ist.

An die Aufarbeitung der Bädergeschichte schliesst die Zeit der alten Eidgenossenschaft an. Bruno Meier erarbeitet, ausgehend von der Eroberung Badens durch die eidgenössischen Orte 1415, die besondere politische Stellung der Stadt. Als gemeine Herrschaft wird Baden von allen eidgenössischen Orten verwaltet und als Tagsatzungsstadt auf dem politischen Parkett bekannt. Im 16. Jahrhundert wird die Religion ein wichtiger Faktor für die Stellung der Stadt. Baden bleibt trotz der Reformation katholisch. Die eidgenössischen Orte werden von ständigen religiösen Auseinandersetzungen belastet, in die auch Baden verwickelt wird. Baden verliert dadurch an politischer Bedeutung.

Mit dem Ende der alten Eidgenossenschaft im ausgehenden 18. Jahrhundert bricht für Baden ein neues Zeitalter an. Der Bädertourismus tritt wieder in den Vordergrund. Neue Investitionen lassen Hotelbauten entstehen, die den Antrieb für die Elektrifizierung bilden. Die Industrialisierung setzt ein und beginnt klassisch mit Spinnereien, die später von Eisenwarenproduzenten wie Oederlin und Merker abgelöst werden. Die grosse wirtschaftliche Wende zur Industriestadt bringt 1891 die Entscheidung von Walter Boveri und Charles Brown, ihre Firma BBC in Baden zu gründen. Daraus resultieren

wirtschaftliche und soziale Veränderungen. Am Martinsberg engagiert sich die BBC sozial für ihre Mitarbeiter und ermöglicht eine gemeinsame Freizeitgestaltung. Heute noch ist der Einfluss der BBC, die 1987 mit der ASEA zur ABB AG fusionierte, zu spüren.

Ruth Wiederkehr setzt sich mit Badens Katholizität auseinander, die sich nach und nach für andere Konfessionen und Kulturen öffnet. Bis Mitte des 20. Jahrhunderts sind die Vereine streng katholisch ausgerichtet. In Baden ermöglicht der Bau der reformierten Kirche in Ennetbaden den Dialog zwischen der reformierten und der katholischen Gemeinde. Bereits 1859 entsteht eine jüdische Gemeinde in Baden, die noch immer aktiv ist. Diese Offenheit für Arbeitsgruppen aller Konfessionen hält bis heute an. Kulturell ist Baden durch die Badegäste geprägt, die neben der Kur auch Unterhaltung suchen. Daraus entstehen innovative Angebote von Konzerten und Theater sowie Feste wie die Badenfahrt. Die Industrialisierung bringt fremde Kulturen nach Baden. In der Arbeitersiedlung Brisgi wird der italienische Alltag gelebt und beeinflusst bald auch ausserhalb der Siedlung das städtische Leben. Das Kapitel zeigt die Lebenswelten von Kur, Eidgenossenschaft und Industrie mit ihren unterschiedlichen gesellschaftlichen und kulturellen Schwerpunkten.

Fabian Furter erforscht die städtebaulichen Veränderungen, die durch die erste Eisenbahn in Baden beginnen. Verkehr und Bevölkerungszuwachs verändern die Topografie massgeblich. Die grösste Herausforderung ist die Lage in der Klus. Die schnell entstehenden Fabrikanlagen der BBC und das wachsende Verkehrsaufkommen erfordern eine genaue Planung, um mit dem vorhandenen Platz effizient umzugehen. Die Planungen waren lange auf eine ferne Zukunft bezogen. Das führte zu Bauten, die sich nicht nach dem historischen Stadtgefüge richten. Erst die neue-

ren Planungsberichte berücksichtigen kürzere Zeitspannen und bezwecken realistische, fortdauernde Umgestaltungen.

Diese grobe inhaltliche Zusammenfassung wird der Leistung der Stadtgeschichte nicht gerecht. Eine Besonderheit bildet die neue Art der Darstellung, die sich nicht in die klassischen chronologischen Erarbeitungen einreihet, sondern klare Themenschwerpunkte setzt, die für die Stadt Baden prägnant waren und sind. Das Buch gliedert sich in fünf Kapitel zur Bädergeschichte (Andrea Schaer), zur alten Eidgenossenschaft (Bruno Meier), zur Industriestadt (Bruno Meier), zu den Lebenswelten (Ruth Wiederkehr) und zur Stadtentwicklung (Fabian Furter). Diese Herangehensweise führt zu Themendoppelungen und lässt den Eindruck entstehen, das Autorenteam habe sich nicht gut abgestimmt. Doch schnell wird klar, dass jeweils ein anderer Blick auf das Thema gewählt wird. Bruno Meier zum Beispiel schreibt über die erste Eisenbahn in Baden aus politischer und wirtschaftlicher Sicht, und Fabian Furter nimmt die Eisenbahn in den Fokus, um die städtebaulichen Veränderungen aufzuzeigen, die durch den Trassen- und den Tunnelbau entstehen. Die Leistung der Autoren liegt in der Fokussierung und in der Filterung des reichen Quellenmaterials. Das Wissen ist auf 342 Seiten konzentriert und mit überraschend vielfältigen Bildern ergänzt. Eine weitere Auflockerung der Textstruktur schaffen 15 Porträts aussergewöhnlicher BadenerInnen. Der Einblick in persönliche Geschichten vermag dem Leser den Aspekt der Alltagsgeschichte näherzubringen. Die Biografien orientieren sich an der Zeit, die im dazugehörigen Kapitel beschrieben wird. Zusätzlich hilft ein Zeitstrahl im Buchumschlag, sich in der über 2000-jährigen Geschichte zurechtzufinden. Die Aufnahme der Biografien in den Zeitstrahl soll die Orientierung im Buch vereinfachen. Die einzelnen Aufsätze werden

durch Vertiefungstexte unterbrochen, die jeweils nicht nur für die Stadt Baden spezifische Themen in den Vordergrund rücken. Diese kurzen Textstellen betten die Stadtgeschichte in den schweizerischen Kontext und in die europäische Kulturgeschichte ein. Diese komplexe Struktur des Buchs lässt sich erst nach einiger Zeit erkennen und irritiert dadurch den Lesefluss.

Die Stadtgeschichte Baden lohnt sich nicht nur für geschichtsinteressierte BadenerInnen, sondern für alle, die sich mit dieser Stadt auseinandersetzen möchten; historisches Vorverständnis ist nicht notwendig. Viele historische Entwicklungen, die für die Eidgenossenschaft und später die Schweiz bedeutsam waren, werden anhand ihrer Auswirkungen auf die kleine und doch immer wieder wichtige Stadt Baden erläutert und ergeben so einen guten ersten Einblick weit über die Stadtgeschichte hinaus.

Maximiliane Kroiss (Uster)

Andreas Bürgi
Eine touristische Bilderfabrik
 Kommerz, Vergnügen und
 Belehrung am Luzerner Löwenplatz,
 1850–1914
 Unter Mitarbeit von Philipp Flury
 und Claudia Hermann

Chronos, Zürich 2016, 211 S., 73 Abb., Fr. 61.–

Dass der Tourismus eine der wichtigsten Stützen der schweizerischen Exportindustrie mit einer langen Tradition bildet, ist augenscheinlich und schon oft beschrieben worden. Einer der Hotspots des touristischen Verwertungszirkus ist die Stadt Luzern und dort insbesondere das Gebiet zwischen Altstadt und Löwenplatz, wo unzählige Angebote zwischen *heritage*-Pflegerie und Kommerz um die Aufmerksamkeit eines globalen Publikums buh-

len. In einem Prozess der ständigen kreativen Zerstörung, die dem Gang tourismuswirtschaftlicher Konjunkturen folgt, treten hier seit Beginn des 19. Jahrhunderts laufend neue Akteure auf, während andere sich neu zu erfinden und zu positionieren versuchen oder wieder verschwinden.

Nun liegt eine Studie des Literaturhistorikers Andreas Bürgi vor, die sich der Anfänge der «touristischen Bilderfabrik» rund um den Luzerner Löwenplatz 1820–1914 annimmt. Das schön gestaltete und reich bebilderte Buch ordnet das bereits im 19. Jahrhundert bunte Kaleidoskop touristischer Angebote «zwischen Kommerz, Vergnügen und Belehrung» zu einer höchst interessanten Erzählung darüber, wie Bilder im Kontext der Industrialisierung produziert, verwertet und zur Grundlage des modernen Tourismus gemacht wurden.

Der Band ist in drei Kapitel gegliedert, die sich mit der Entfaltung der touristischen Angebote (Kap. 1), der Kontextualisierung der Bilderwelten und Bedeutungsdimensionen (Kap. 2) sowie deren Auswirkungen auf Fremd- und Eigenbilder (Kap. 3) beschäftigen.

Im ersten Kapitel rekonstruiert Bürgi mit Akribie die Entstehung und Entwicklung der wichtigsten touristischen Angebote am Löwenplatz. Dabei nimmt der sterbende Luzerner Löwe, der an die im Tuileriensturm gefallenen Schweizer Söldner erinnert (vielmehr: erinnern sollte), die in antirevolutionärer Treue für den französischen König starben, die Rolle des Referenzpunkts dieser Geschichte ein: «Alles begann mit dem Löwen und nur dank ihm» (15) ist folgerichtig der starke, erste Satz des Buchs. Bürgi zeichnet dessen wechselvolle Geschichte zwischen rückwärtsgewandter Geschichtspolitik, kommerziell genutztem Sujet und Gegenstand unzähliger rechtlicher und ideologischer Auseinandersetzungen detailliert nach. Allmählich gesellten sich weitere

Attraktionen zum Löwen, woraus sich eine eigentliche Tourismusmeile entwickelte: Dioramen und Ausstellungen, welche die schwer zugängliche Alpenwelt einfach und wettersicher erreichbar machten, der Gletschergarten mit seinem Angebot, in die eisezeitliche Vergangenheit zu reisen, das moralische Riesengemälde *Bourbaki-Panorama*, das von einem Schlüsselerlebnis der «humanitären Schweiz» zeugt, oder das Internationale Kriegs- und Friedensmuseum des polnischen Eisenbahnmagnaten Jan Bloch, der sich von seiner Schau moderner Kriegsgräuel kathartische Wirkung beim internationalen Publikum erhoffte. Zeitgleich mit diesen Institutionen entstand ein komplett neues Quartier der Stadt, in dem der Tourismus die Hauptrolle spielte: nicht nur durch die teils imposanten Gebäude der Grossattraktionen und die breiten Strassen, die eine direkte Verbindung zu den Hotels und Quaianlagen am See schufen, sondern auch durch die unzähligen Verpflegungs-, Beherbergungs- und Verkaufsstätten, die sich dazwischen ansiedelten.

Bürgi liegt es fern, eine reine Erfolgsgeschichte zu erzählen. Nicht wenige der Initiativen (etwa für ein Löwendenkmal-Museum) scheiterten an ihrer falschen Marktpositionierung, anderen wiederum machten schwierige wirtschaftliche oder politische Rahmenbedingungen in einem zunehmend vernetzten Europa zu schaffen.

Dabei hätte Bürgi die Binnenperspektive der von ihm besprochenen touristischen Angebote durchaus noch mutiger durchbrechen und eine weitergehende wirtschafts- und sozialhistorische Kontextualisierung vornehmen dürfen. So muss man sich bei der Lektüre einiges hinzudenken oder auf weitere Publikationen zur (Tourismus-)Geschichte zurückgreifen, was dank des vorzüglichen Apparats problemlos möglich ist.

Im zweiten Kapitel strukturiert und analysiert Bürgi die erarbeitete Auslege-

ordnung, um «Funktionsmechanismen der Tourismusmeile freizulegen und ihr Zusammenspiel zu verstehen». (91) Er sieht dabei das Konglomerat von unterschiedlichsten Betrieben als Produktionszusammenhang, mit anderen Worten als «Fabrik», die nicht materielle Güter, sondern Bilder hergestellt habe. Die touristische Schweiz selbst ist in dieser Optik «ein industrielles Produkt sui generis». (91) Die Frage bleibt allerdings, ob Bürgis Begrifflichkeit tatsächlich so scharf ist, wie sie vorzugeben scheint. Denn die Lektüre seines Textes evoziert eher die Idee einer kleinteiligen, zufälligen, zerstreuten und unkoordinierten Entwicklung als das Bild einer mehr oder minder zentral gelenkten, arbeitsteiligen Produktionsorganisation der Fabrik. Haben wir es nicht eher mit einem ganzen Konglomerat von Bilderfabriken zu tun? Der Löwenplatz als touristischer Ruhrpott der Zentralschweiz? Meines Erachtens würde es sich lohnen, die Diskussion um solche begrifflichen und konzeptionellen Prämissen noch einmal aufzunehmen.

Unabhängig davon sind Bürgis Ausführungen äusserst interessant zu lesen. Denn die am Löwenplatz gezeigten Bilderwelten folgen bestimmten Programmen und Elementen, die von den verschiedenen Betrieben der Tourismusmeile übernommen, spezifisch angeeignet, angepasst und neu kombiniert wurden: Aussichtspunkte, Parks, Bilder der Urzeit und der Pfahlbauer, Tierpräparate, aber auch «grosse» Ideen wie Humanität und Friedenserhaltung und nicht zuletzt die Präsentation technischer Innovation. Gerade Letztere war «nicht nur Mittel, sondern Zweck», (143) wurde selbst zur Attraktion, zur Feier des technischen Fortschritts gemacht. Doch das war ein gefährliches Unterfangen. Innovation alterte insbesondere nach 1900 immer schneller, Abnützungerscheinungen zeigten sich immer deutlicher. Insgesamt habe sich im neuen Jahrhundert

die «Konjunktur des Ausstellens» (145) allmählich erschöpft. In der Tourismusstadt Luzern zeigte sich dies, indem agile Akteure vermehrt auf sportliche Attraktionen setzten, um das Publikum bei Laune zu halten. Ruderregatten und Concours hippiques lösten die Dioramen und ausgestopften Alpentiere als Publikumsmagnete allmählich ab.

Das dritte und letzte Kapitel des Bands nimmt die Auswirkungen der produzierten Bilderwelten auf Fremd- und Eigenbilder der touristischen Schweiz in den Blick. Bürgi analysiert hierzu Bilder der Schweiz, wie sie in illustrierten Zeitschriften aus ganz Europa hergestellt und verbreitet wurden. So gut sich Bürgis Erkenntnisse in die bestehende Forschung einfügen, muss doch gesagt werden, dass ihm der Perspektivwechsel von der Produktions- auf die Konsumptionsseite nur bedingt gelingt. Erwartungshaltungen und Rezeptionsweisen lassen sich auch über mediale Produkte (!) nicht wirklich dekodieren – dafür wäre der Blick auf mitunter nur schwer zugängliche oder kaum vorhandene Quellenbestände wie persönliche Reiseberichte et cetera nötig. Auch den Zusammenhang mit nationalen Eigenbildern, wie sie Ende des 19. Jahrhunderts entstanden und zum Beispiel über nationale und internationale Ausstellungsprojekte transportiert wurden, vermag Bürgi nicht restlos zu erklären. Alles in allem franst das Buch gegen Ende sowohl thematisch als auch stilistisch etwas aus. So präsentiert sich das letzte Kapitel im Vergleich zu den vorangehenden merkwürdig mäandrierend und weniger präzise. Darunter leiden auch an und für sich spannende Überlegungen zur «narkotisierenden Wirkung» (162) dieses «industriell hergestellten Traum[s]», deren Erkenntnisgewinn durch die unscharfe Argumentation letztlich weniger gross ist als erhofft.

Allerdings schmälert dieser auf den letzten Seiten sich verstärkende Eindruck

die Leistung des Bands nur minimal: Andreas Bürgi zeigt uns mit seinem Buch eine wichtige Facette der Bilderfabrik Schweiz und lehrt uns zu verstehen, wie diese Bilder in industrieller Manier erzeugt und verwertet wurden und welcher innerer Zusammenhang zwischen ihnen hergestellt werden kann. Damit fügt er der Geschichte des Luzerner Tourismus und der Ikonologie der Schweiz ein wichtiges und spannendes Kapitel bei.

Mischa Gallati (Zürich)

Sven Beckert
Empire of Cotton
A New History of Global Capitalism

Penguin Random House, London 2015, 615 S., Fr. 21.90

Das beeindruckende, mehrfach ausgezeichnete Buch des deutsch-amerikanischen Harvard-Historikers Sven Beckert erschien Ende 2014 praktisch zeitgleich auf Englisch und Deutsch (C. H. Beck). Seither folgten diverse Übersetzungen, so ins Italienische und Spanische. Noch fehlt das deutsche Taschenbuch, sodass Penguin zurzeit die preiswerteste Ausgabe zu bieten hat.

In 14 Kapiteln verfolgt Beckert die Wege eines Rohstoffs rund um die Erde, in ferner Frühzeit einsetzend, um anhand dieser Schlüsselressource ein monumentales Bild des globalen Kapitalismus zu entwerfen. Der Schwerpunkt der Darstellung fällt auf den Zeitraum von der Mitte des 18. Jahrhunderts bis 1914, von der einsetzenden industriellen Revolution in Grossbritannien bis zum Überschreiten des Höhepunkts der europäischen und US-amerikanischen Vorherrschaft auf den Weltbaumwollmärkten. Nur noch skizziert ist der Anschluss an die Gegenwart; er ist jedoch nicht minder wichtig als die Rückblicke in die frühe Neuzeit. Der Darstellung liegen eine riesige Lektüre sowie

zahlreiche Archivstudien zugrunde, die allerdings – wie in der angelsächsischen Forschungsliteratur üblich – infolge des fehlenden Literatur- und Quellenverzeichnisses sehr unübersichtlich in einem rund 140-seitigen Anmerkungsapparat verstreut sind. Bisweilen droht man als Leser unterzugehen in der Fülle und Überfülle; man vertraut dem Autor längst, doch türmt er immer noch weitere Materialien auf.

Baumwollanbau und Verarbeitung waren ursprünglich im globalen Süden angesiedelt, in Amerika, vor allem aber in Südasiens. Der Anbau blieb, klimatisch bedingt, auch stets in diesen Weltteilen. Die zunächst allmähliche, zeitweilig aber umfassende Verlagerung der Verarbeitung nach Europa, wo Baumwolle erst im Hochmittelalter als importierter und knapper Rohstoff in Erscheinung trat, wurde im letzten halben Jahrhundert durch eine ebenso umfassende Rückkehr der Textilindustrie in den globalen Süden abgelöst. Die Schaffung von Markenprodukten und die Kontrolle des Absatzes – somit die Abschöpfung des Hauptgewinns – bleiben jedoch weiterhin unter der Herrschaft der Händler des Nordens. Wie sich die Welten begegnen, deutet ein Doppelbild zur Einleitung des kurzen Schlusskapitels an. Den Sonderangeboten einer Walmart-Filiale steht ein Foto aus Bangladesch zur Seite, auf dasselbe Jahr 2013 datiert: die Opfer einer eingestürzten Textilfabrik werden geborgen. Der Komfort spottbilliger, körperfreundlicher Textilien und die nackte Gewalt bei deren Herstellung werden im harten Kontrast zusammengedrückt. Ausführliche Erläuterung braucht es an diesem Punkt nicht mehr, da die vorangehende epische Darstellung der sich entwickelnden Weltbaumwollwirtschaft alle Elemente zum Verständnis der Zusammenhänge bereitstellt.

Beckert bietet eine Geschichte der industriellen Revolution, deren Elemente nicht unbekannt sind. Seine Leistung liegt

in der geografischen Ausweitung und in der Zusammenführung historischer Teilerzählungen, die sonst meist separat verhandelt werden. Dies ergibt eine grundsätzlich andere Perspektive als in der vielfach praktizierten, engen Fokussierung auf den fabrikindustriellen Umbruch des späten 18. Jahrhunderts in einer relativ kleinen Region Grossbritanniens, in Lancashire, dem im 19. Jahrhundert zahlreiche andere der Industrialisierung unterworfenen Regionen Europas und der USA folgten. Voraussetzungen und Folgewirkungen dieses Vorgangs werden in der vorab auf die Fabrikindustrie konzentrierten Darstellung nur selektiv wahrgenommen. Als Erstes gilt dies für den strategischen Rohstoff Baumwolle selbst. Erfolgte deren Anbau und Verarbeitung ursprünglich dezentral, so wurden sie seit dem 16./17. Jahrhundert mehr und mehr zu einem integrierten, zentralisierten und hierarchischen *Empire of Cotton*. "Imperial expansion, slavery, and land expropriations – war capitalism – laid the foundations for the still small and technologically backward domestic cotton industry in Europe." (52) Die ersten Kapitel des Buchs stellen diese gewalttätige europäische Expansion dar, die Beckert mit dem Begriff «Kriegskapitalismus» charakterisiert. Die mit der einsetzenden Industrialisierung exponentiell wachsende Nachfrage nach Baumwolle war allerdings mit den herkömmlichen Mitteln der Mobilisierung von Boden und Arbeitskraft kaum zu decken. So kam es seit dem späten 18. Jahrhundert zu einer fürchterlichen Intensivierung des «Kriegskapitalismus» mit der auf Sklaverei beruhenden Ausweitung des Baumwollanbaus in den Südstaaten der USA. Dem ging ein verschärfter Krieg gegen die indianischen Völker voran, deren Beseitigung notwendige Voraussetzung war, um ein im gesetzlichen Sinn «leeres Land» herzustellen. Nach dem Ende des US-amerikanischen Bürgerkriegs 1865 lösten neue Formen

formal freier, jedoch mit vielfältigen Formen von Zwang verbundener Lohnarbeit die Sklaverei ab. Entscheidend waren die staatlichen Eingriffe in die kleinbäuerliche Subsistenzwirtschaft via Eigentumsregulierung und Besteuerung, so zum Beispiel im kolonialen Indien, aber auch in einer wachsenden Zahl weiterer Länder zugunsten spezialisierter Monokulturen von Baumwolle. "The construction of markets, including global markets, was thus a political process." (313) Mächtige imperiale Staaten zwangen nach 1870 die agrarische Bevölkerung ganzer Länder in eine globale Ökonomie. Damit einher ging ein gewaltiger Prozess der Deindustrialisierung im globalen Süden; Spinnen und Weben verschwanden aus der traditionellen Hausökonomie, massive periodische Hungerkrisen lösten die Selbstversorgung ab. "Indeed, cotton production for export typically produced a quagmire of poverty, debt, and underdevelopment well into the twentieth century." (336) Im 20. Jahrhundert griff die gezielt herbeigeführte Umwälzung ländlicher Sozialstrukturen auch auf die Sowjetunion, das unabhängig werdende Indien und die Volksrepublik China über.

Beckert räumt mit den ideologischen Chimären einer angeblich zurückhaltenden liberalen Staatsgewalt im 19. Jahrhundert auf. An deren Stelle tritt das Bild eines permanent gerüsteten und gewaltbereiten Staatsapparats, der die nötigen Voraussetzungen industrieller Expansion schuf. Nur knapp behandelt wird dabei die Frage, weshalb Industrielle im Nordosten der USA schliesslich gegen die Sklaverei Stellung nahmen, von der sie doch augenscheinlich profitierten. Namentlich aber übergeht Beckert, weshalb ausgerechnet beim Hauptprofiteur der Sklavenwirtschaft, in Grossbritannien, eine wirkungsvolle Bewegung gegen die Sklaverei entstand (auf beides wies Eric Herschthal im Dezember 2014 hin; siehe *The Slate Book Review*, www.slate.com). Die Arbeiten von

Robin Blackburn haben zur komplexen Auseinandersetzung um die Sklaverei weit mehr zu sagen.

Neben der Aufmerksamkeit für den Staat ist es der Blick für die Bedeutung der ländlichen Wirtschaft, der Beckerts Ansatz auszeichnet. "This emphasis on the countryside allows for an equally important emphasis – the importance of coercion and violence to the history of capitalism. Slavery, colonialism and forced labor, among other forms of violence, were not aberrations in the history of capitalism, but were at its very core [...]." (441) Mit dieser Perspektive knüpft die Analyse an ein nicht ganz unbekanntes Werk des 19. Jahrhunderts an, *Das Kapital* von 1867. Eigenartigerweise taucht dessen Autor Karl Marx bei Beckert nur ein einziges Mal am Rand auf. Was Beckert als «Kriegskapitalismus» bezeichnet, bildet den zentralen Gegenstand von Marxens berühmtem 24. Kapitel über «die sogenannte ursprüngliche Akkumulation», die dem Kreislauf der Kapitalverwertung historisch vorgelagert war und ihn erst in Gang brachte. Der marxische Begriff setzt auf der funktionellen Ebene an, nicht bei der Erscheinungsform, die sich höchst variabel präsentieren kann. Insofern besitzt «ursprüngliche Akkumulation» begrifflich mehr analytische Schärfe als «Kriegskapitalismus». Marx resümiert in einem berühmten Satz: «Die Gewalt ist der Geburtshelfer jeder alten Gesellschaft, die mit einer neuen schwanger geht. Sie selbst ist eine ökonomische Potenz.» (Karl Marx, *Das Kapital*, Bd. 1, Berlin 1972, 779) Man mag sich wundern, dass Sven Beckert, der so kundig zeitgenössische Kommentare des 19. Jahrhunderts zitiert, diese bedeutende Stimme übergeht. Ist es die Sorge, als «Marxist» diskreditiert zu werden, wie es zum Beispiel Thomas Pickety ergeht, die ihn davon abhält?

Die Schweiz mit ihrer bedeutenden Baumwollindustrie, aber auch mit dem

Grossimporteur indischer Rohbaumwolle, Gebrüder Volkart in Winterthur, rückt bei Sven Beckert immer wieder ins Bild. Tatsächlich könnte die schweizerische Wirtschaftsgeschichte sich durch «globale Darstellungen» nach dem Modell von Beckerts grossartigem Buch gewinnreich anregen lassen. Dies geschieht zum Teil bereits, so in der Besichtigung der schweizerischen Indiennefabrikation seit dem 16. Jahrhundert unter der Regie von Kim Siebenhüner (SNF-Projekt 2013–2017) oder im Projekt zur Zürcher Seidenindustrie (Alexis Schwarzenbach, Luzern). Was aber noch aussteht, ist eine neuartige und integrierte Darstellung der schweizerischen Baumwollindustrie in ihrem internationalen Kontext.

Mario König (Basel)

Magaly Tornay
Zugriffe auf das Ich
Psychoaktive Stoffe und
Personenkonzepte in der Schweiz,
1945 bis 1980

Mohr Siebeck, Tübingen 2016, 286 S., € 49,-

Im Oktober 1955 gab Roland Kuhn, Oberarzt an der psychiatrischen Klinik in Münsterlingen, Anweisung an die Ärzte und das Pflegepersonal, neben mehreren farblich unterschiedlichen psychotropen Prüfsubstanzen auch «Geigy rot» an psychiatrischen PatientInnen zu testen. Konnte bei den mit dieser Substanz behandelten Menschen mit der Diagnose Psychose und Schizophrenie zunächst vor allem eine zunehmende Erregung beobachtet werden, schienen die Substanzen bei als depressiv diagnostizierten PatientInnen besser zu wirken. Kuhns Schweizer Versuche mit dem Wirkstoff Imipramin blieben in die Geschichte der Antidepressiva eingeschrieben, da der Psychiater als einer der «Entdecker» der antidepressiven Wirk-

samkeit eines psychotropen Stoffs gilt. Magaly Tornay widmet sich in der hier besprochenen Studie jedoch nicht lediglich dieser «Entdeckungsgeschichte». Vielmehr möchte die Autorin über verschiedene Substanzen hinweg aufzeigen, wie psychotrope Stoffe auf das Innere wirken, und in diesem Zusammenhang die Fragen der Subjektivierung mit einer dinggeschichtlichen Perspektive verbinden. Mit dem von Marcel Mauss geprägten Begriff des Personenkonzepts versucht sie, die subjektiven und objektiven Dimensionen der psychopharmakologischen Grammatik in einer historisch spezifischen Art zusammenzufassen. (4) Sie unterteilt ihre Studie dabei in drei Teile.

Im ersten Teil zu Experimentalanordnungen rekonstruiert sie die ersten LSD-Versuche und analysiert diese im Kontext ihrer Funktion als «Wissenswerkzeuge» in psychiatrischen Selbstversuchen und ersten Experimenten an Tieren. Schliesslich schildert sie die stoffliche Erforschung des Wahnsinns mithilfe von durch LSD erzeugten sogenannten Modellpsychosen. Diese weckten zunächst Hoffnungen, mit LSD Schizophrenien und andere Psychosen am Tiermodell imitieren zu können. Schon in den 1950er-Jahren wurde diese Forschung von PsychiaterInnen jedoch kritisch hinterfragt, da die künstlich erzeugten Psychosen mit Krankheiten wie Schizophrenien zu wenige Gemeinsamkeiten aufwiesen.

Im zweiten Teil zu Wissensordnungen widmet sich die Autorin der psychiatrischen Expertisenbildung über die neuen Psychopharmaka und rekonstruiert die Erprobung der ersten als antidepressiv wirksam beschriebenen Substanz Imipramin in Münsterlingen. Dabei schildert sie zunächst den Prozess der Markteinführung neuer Substanzen, insbesondere von Chlorpromazin alias Largactil im schweizerischen und internationalen Kontext, die Suche nach einem angemessenen Namen

für diese und die Versuche, eine gemeinsame psychiatrische Sprache zu finden. Da die Vorstellungen von psychischen Krankheiten international sehr divers waren und lokal zum Teil von Klinik zu Klinik variierten, waren diese Prozesse konstitutiv für den Versuch, eine psychopharmakologische Wirksamkeit zu beschreiben. Schliesslich stellt die Autorin die noch bestehende prinzipielle Offenheit der modernen psychoaktiven Stoffe für eine psychodynamische Interpretation in den 1950er-Jahren heraus. Wie sie konstatiert, standen sich Ende der 1950er-Jahre noch ein mechanistisches und ein erfahrungsbasiertes Menschenbild gegenüber, wenn es um die Wirkung von psychoaktiven Substanzen ging.

Tornays Darstellung der klinischen Versuche interessiert sich sowohl für die Verbindung von pharmazeutischer Industrie und Klinik als auch für die klinischen Erprobungen an PatientInnen, ihr subjektives Fühlen und Erleben, in dem sich die Wirkung manifestierte. Dabei schildert die Autorin den Weg von «Geigy rot» alias Tofranil (Imipramin) in die Klinik und rekonstruiert die umstrittene Entdeckungsgeschichte des Stoffs und seine klinische Erprobung weitgehend aus der Korrespondenz zwischen pharmazeutischer Industrie und der erprobenden Klinik. Eine kurze Darstellung widmet sie den Tofranilexperimenten anhand klinischer Unterlagen, insbesondere Krankenakten, die zum Teil die mangelnde Compliance der PatientInnen bezüglich der Medikamente verdeutlichen. Tornay arbeitet die Instabilität der psychiatrischen Diagnosen heraus, die sich erst im Prozess der Therapie stabilisierten, und charakterisiert die Wirksamkeit als interaktiven, situierten Prozess, der erst durch den geübten klinischen Blick entsteht. Sie unterstreicht die deutliche Zunahme der Depressionsdiagnosen in den Schweizer Kliniken in den Jahren nach der Einführung von Tofranil.

Im dritten Teil zur Ausweitung der therapeutischen Sphäre widmet sich die Autorin der statistischen Wende in der (klinischen) Psychopharmakaforschung, die mit der Lösung vom psychiatrischen Blick (Doppelblindverfahren) und neuen Aufschreibsystemen wie dem AMP-System, der Diskussion der unterschiedlichen psychopharmakologischen Wirkung im Kontext von Persönlichkeit und der zunehmenden Bedeutung epidemiologischer Argumentationsmuster in der Psychopharmakaforschung einhergehen. Mit Ausführungen zu einer Krise der Norm schliesst die Autorin ihre Untersuchung ab. Hier arbeitet sie einen Wandel der Personenkonzepte im Kontext der Individualisierung im Zug der 1960er- und 70er-Jahre heraus und konstatiert unter anderem das Verschwinden der Arzt-Patienten-Beziehung aus den Vorstellungen von psychotroper Wirksamkeit. Zudem sei es nun zunehmend schwieriger geworden, Normalität und Krankheit voneinander abzugrenzen. Tornay rekurriert hier auch auf Utopien, Psychopharmaka und LSD zur besseren Steuerbarkeit des Menschen einzusetzen. Gleichzeitig zeigt sie auf, wie die statistische Wende in der Psychiatrie und die damit einhergehende Stabilisierung der modernen Psychopharmaka als wirksame psychiatrische Medikamente einen Ausschluss des LSD aus der medizinisch-psychiatrischen Forschung bewirkten. Zeitgleich mit diesem Ausschluss verbreiteten sich neue Suchtdiskurse, die sich mit den Halluzinogensüchtigen beschäftigten; darüber hinaus explodierte die Zahl der Studien zu Sucht und Medikamentenmissbrauch.

Tornay gelingt eine gut geschriebene und komprimiert dargestellte Studie zur Forschung über psychoaktive Stoffe in der Schweiz, die immer wieder eine Rückbindung an neuere wissenschaftshistorische Debatten anstrebt und diese für ihre Analyse fruchtbar macht. Wie sie selbst darlegt, ist die Geschichte der Psychopharma-

ka und psychotropen Stoffe in den letzten Jahren jedoch Thema einer Reihe von Untersuchungen gewesen. Die Autorin erwähnt zwar einige dieser Studien in der Einleitung ihrer Arbeit, versäumt es aber, deren wesentliche Thesen vorzustellen und zu erläutern, welche Forschungslücke sie mit ihrer Fragestellung füllt und inwieweit ihr Begriff des Personenkonzepts über analytische Zugriffe dieser Untersuchungen hinausgeht. Dies wäre insbesondere deshalb hilfreich gewesen, da sich die in den letzten Jahren erschienenen Publikationen zum Teil ebenfalls mit Subjektivierungsweisen und Objektivierungsversuchen beziehungsweise der Standardisierung einer psychotropen Wirksamkeit beschäftigen. So liegen zur Experimentalisierung des Inneren und zur Forschung auf dem Gebiet der Modellpsychosen bereits Studien vor, denen die Autorin durch die Analyse schweizerischer Forschungen lediglich Aspekte hinzufügt. Auch das Kapitel zur Expertenbildung in Zürich schildert Diskussionen, die andernorts schon ausführlich dargestellt worden sind, und vertieft diese im Wesentlichen hinsichtlich der Bedeutung psychodynamischer Aspekte. Die klinische Erprobung von Imipramin wird auf der Grundlage einer interessanten und insbesondere hinsichtlich der Kommunikation zwischen pharmazeutischer Industrie und Klinik dichten Quellenlage beschrieben, die These der Stoffwirkungen als Subjektivierung hätte hier darüber hinaus von einer vertieften Darstellung der Zeugenschaft der PatientInnen profitiert. Zur statistischen Wende und insbesondere zur Rolle des AMP-Systems in der Psychopharmakaforschung liegen schon einige Abhandlungen vor. Hier wäre es hilfreich gewesen, wenn Tornay die bereits beschriebenen Aspekte konzentrierter zusammenfasst und ihre eigenen interessanten und neuen Ausführungen hinsichtlich der schweizerischen Weiterentwicklungen des Systems, zum Beispiel

zur Bedeutung der Verlaufsbeschreibung und der Familien- und Sozialanamnese, klarer in den Fokus der Analyse gerückt hätte. Dies hätte es der Autorin eventuell ermöglicht, der Diskussion um Psychopharmakawirkungen und Persönlichkeit beziehungsweise Persönlichkeitskonzepte sowie einer Diskussion zwischen Pharmakopsychologie und Pharmakopsychiatrie grösseren Raum zu geben. Gerade dieser Aspekt ist in anderen Studien nicht ausführlich behandelt worden und hätte die Fragestellung nach den Personenkonzepten fruchtbar erweitern können.

Insgesamt liegt die Stärke von Tornays Arbeit weniger in einem neuen theoretischen Zugriff als vielmehr darin, in relativ knapper Form eine gute lesbare, mit Ansätzen der neueren Wissenschaftsgeschichte argumentierende Gesamtübersicht über psychoaktive Stoffe und daraus folgende «Zugriffe auf das Ich» zu geben, die insbesondere hinsichtlich der Psychopharmakaforschung in der Schweiz neue Erkenntnisse hervorbringt.

Viola Balz (Dresden)

Daniel Tröhler

Pestalozzi

Traduction de Marianne Enckell

Antipodes, Lausanne 2016, 155 p., fr. 23.–

Daniel Tröhler, historien de l'éducation et éminent spécialiste de Pestalozzi, propose avec cet essai un outil particulièrement utile à quiconque souhaite réévaluer la trajectoire du pédagogue zurichois. Il faut dire que cette *Gesellschaftsbiographie* recèle plus d'une qualité. Il s'agit d'abord de souligner l'excellent travail de traduction proposé par Marianne Enckell, basé sur la version originale allemande parue chez Haupt en 2008.

Les deux premiers chapitres analysent de manière subtile ce que Tröhler nomme

le «tournant pédagogique» du milieu du 18^e siècle. De fait, deux transformations majeures annoncent un changement paradigmatique dans la manière de considérer la dialectique entre pédagogie et avancée sociale: le remplacement de la théorie des cycles historiques par les notions de progrès et d'avenir, et l'abolition de la séparation classique entre le politique et le capital. (19) En effet, c'est en réaction à cette capitalisation du politique qu'émerge l'idée de républicanisme classique ou d'humanisme civique. Une tension se dessine dès lors entre une société guidée par le progrès commercial et l'idéal politique d'un citoyen anticapitaliste et vertueux. Or, Tröhler démontre que c'est dans l'idée protestante de «renforcement de l'âme» que se produit cette réconciliation entre progrès scientifique, économie et idéal du citoyen anticapitaliste. La République de Zurich, terre natale de Pestalozzi, tient une place centrale dans ce processus de «transformation à la vertu» basée sur l'idée qu'un être vertueux serait capable de résister aux tentations du monde commercial. Ainsi et comme le souligne l'historien, un tel programme d'éducation se fondait bien davantage sur le renforcement de l'âme que sur l'acquisition de connaissances. (25)

Des jeunes étudiants zurichois, regroupés autour de l'influent Bodmer, s'engagent dans des cénacles plus ou moins confinés afin de «sauver» Zurich de la corruption et du luxe. Rompus au thèse de *L'esprit des lois* de Montesquieu et à de nouvelles conceptions de l'éducation, ces «patriotes» travaillent à l'éducation d'une nouvelle génération de citoyens capables de ramener la cité zurichoise vers la gloire républicaine. (31)

C'est dans ce contexte qu'émerge la figure de Pestalozzi, né en 1746. Bien que provenant d'une famille certes bourgeoise mais dénuée de toute richesse, il s'engage rapidement dans ce mouvement de régénération en rejoignant la *Moralisch-poli-*

tische und historische Gesellschaft fondée en 1762 par des étudiants en théologie désireux d'améliorer leur éducation. Tröhler a raison de souligner que c'est lors de l'expérience du Neuhof (1768–1780) que Pestalozzi se distancie tant de ses principes que de ses amis «patriotes économiques», hostiles rappelons-le au commerce et à l'industrialisation. Acculé par les mauvaises conditions météorologiques et de très mauvais rendements, Pestalozzi fait le choix d'intégrer une petite production industrielle de filature. Selon lui, celle-ci demeure paradoxalement la seule option capable de restaurer l'idée de la république vertueuse sous deux conditions: donner une éducation aux campagnards afin qu'ils apprennent à gérer l'argent gagné et libéraliser les lois économiques pour faire cesser l'avantage de la ville sur la campagne. (45)

Le quatrième chapitre, central, prolonge l'analyse et souligne le positionnement économique-social de Pestalozzi dont les réflexions constituent la trame de son *Lienhard und Gertrud* de 1781. C'est parce que la corruption vient des classes aisées et que l'attrait du gain a aliéné la bourgeoisie qu'il s'agit de rétablir l'idéal du magistrat chrétien guidé par la prise en compte de l'intérêt général (la figure d'Arner dans le roman). Toutefois, Tröhler souligne avec une grande justesse le désarroi d'un Pestalozzi déçu par l'immobilisme politique des Etats suisses. Cherchant en vain à servir Joseph II d'Autriche, il se tourne peu à peu vers l'absolutisme éclairé. C'est que l'éducateur zurichois, doutant de la possibilité de ranimer la république par les républiques, (53) réactualise la structure de sa pensée. Ces réflexions nouvelles l'engagent à substituer la propriété à l'égalité, qui symbolise le nouveau cœur de la société. En termes pédagogiques, l'enseignement (professionnel) doit dès lors rendre les gens aptes à s'occuper de leur propriété. Ainsi, dans la troisième (1785) et

quatrième partie (1787) de *Lienhard und Gertrud*, Pestalozzi montre en filigrane son scepticisme envers la nature humaine, éminemment égoïste, qu'il s'agit de contrôler. Deux éléments décisifs se dégagent de sa pensée politique: l'indépendance et la vertu acquises grâce à la prospérité, et l'idéal de la république vertueuse sauvegardé grâce à la mise en place d'un régime politique et pédagogique relativement rigide, qui vise à bonifier les citoyens. (58)

C'est en réfléchissant au meilleur ordre politique possible que Pestalozzi étudie les républiques américaine et française. Pourtant, et c'est là une des thèses fortes de l'ouvrage, il n'y trouve aucune réponse (chapitre 5). C'est bien plutôt en puisant dans l'idéalisme allemand inspiré de Luther qu'il réconcilie le droit à la propriété et le devoir envers le bien commun. (59 s.) C'est dans ce chapitre que Tröhler développe plus encore la pensée philosophique de Pestalozzi, à partir d'un écrit peu connu publié en 1797 (*Meine Nachforschungen über die Entwicklung des Menschengeschlechts*).

Pestalozzi a 52 ans au moment de la proclamation de la République helvétique (chapitre 6). Cette courte période n'en est pas moins décisive, puisqu'en acceptant d'enseigner aux orphelins de guerre à Stans, sa «Méthode», basée sur le premier besoin de l'enfant qu'est l'amour, jouit pour la première fois d'une médiatisation retentissante. Mais Tröhler nous rend attentifs au fait que sa pédagogie se fonde sur un triple rejet: celui de toute aide extérieure, celui des connaissances scientifiques tout comme celui des méthodes d'instruction en vogue. Tout doit se développer au sein d'une «idylle familiale harmonieuse», ce qui nous fait mieux comprendre l'attrait qu'aura la pédagogie pestalozzienne chez certains penseurs libertaires comme James Guillaume et plus encore Paul Robin.

Encouragé et protégé par le ministre Albert Stapfer, appelé à réformer l'instruction publique de la République helvétique, Pestalozzi développe ses conceptions pédagogiques dans son *Wie Gertrud ihre Kinder lehrt* de 1800: la figure de la mère y est omniprésente et la république vertueuse placée entre ses mains. Évaluée par le philosophe bernois Johann Samuel Ith, la méthode de Pestalozzi jouit d'un succès institutionnel incontestable en Prusse et au Danemark notamment, malgré un marché pédagogique très concurrentiel (chapitre 7). Le chapitre suivant analyse la diffusion rapide de la méthode, qui est appliquée en Espagne dès 1806, dans le Wurtemberg deux ans plus tard, puis en France par l'entremise de Maine de Biran, aux États-Unis ou encore en Hollande en 1808. Tröhler analyse ici un paradoxe tout à fait intéressant. Découverte par un partisan de la république, la méthode allait pourtant intéresser avant tout les monarques européens. (99)

Dans le neuvième et avant-dernier chapitre, Tröhler expose que c'est finalement en Suisse que la méthode de Pestalozzi a reçu l'accueil le plus mitigé, en relatant notamment l'expertise de 1809 prononcée par Girard, Merian et Trechsel et dont le rapport publié en 1810 a eu des conséquences désastreuses, puisqu'il ne concluait pas à l'extension de la «Méthode» Pestalozzi aux écoles publiques suisses. On le sait, des divergences plurielles, des conflits avec les collaborateurs et des batailles d'ego hâtèrent la désintégration puis la débâcle de l'Institut d'Yverdon, fondé officiellement en 1805. (122 s.)

Le dernier chapitre dresse le bilan de l'héritage de Pestalozzi, que Tröhler perçoit comme «ambigu». Dans la préface, Tosato-Rigo relève à cet égard que cet héritage a quelque chose de vertigineux. Elle évoque les innombrables réinterprétations pour lesquelles il est difficile de dégager les liens avec la structure pestalozzienne.

(11) C'est peut-être également là que se situe la consécration de la pensée matricielle du pédagogue zurichois: dans le renouvellement perpétuel – et non moins réinterprété – de son œuvre retraduite selon les contingences du temps nouveau.

Une des qualités premières de l'ouvrage de Tröhler se trouve dans son ambition contextuelle, à savoir sa tentative de reconstituer les perceptions complexes dans lesquelles s'insèrent Pestalozzi. On soulignera également que le livre se nourrit des études les plus récentes – dont l'énorme correspondance de Pestalozzi éditée par Tröhler et Horlacher – et participe de ce fait à un partage de références bienvenu dans le monde francophone. Enfin, et si l'on devait souhaiter une nuance, elle serait à chercher dans l'énonciation de Pestalozzi comme «père de l'école moderne»: *grammatici certant!*

Alexandre Fontaine (Vevey)

Martine Ruchat
Edouard Claparède (1873–1940)
A quoi sert l'éducation?

Antipodes, Lausanne 2015, 392 p., fr. 37.–

On aura attendu presque 80 ans, même au sein d'une Faculté qui lui doit pourtant ses origines, avant que ne paraisse *enfin* une biographie, la première complète d'Edouard Claparède. Et c'est de la belle et fort plaisante ouvrage que nous offre ici l'auteure, professeure et chercheuse au Laboratoire d'Histoire sociale et culturelle de l'éducation de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FAPSE) de l'Université de Genève. Elle y aborde avec à la fois beaucoup de clarté et dans une écriture des plus agréables, la double question: qui était Edouard Claparède et à quelle préoccupation répondait cette question générale, simple et pourtant fondamentale qu'il se posait, en quelque sorte

sur le sens de la vie et de toute chose, de savoir *à quoi ça sert*, fondement de son *fonctionnalisme*. Ouvrage remarquable à plus d'un titre, et notamment par son sujet qui vient combler une lacune, par la richesse de son travail documentaire, par l'information précieuse et les lumières qu'il apporte sur une des périodes fondatrices de la psychologie et de la pédagogie modernes et, enfin, pour la contribution qu'il offre à la réflexion et aux débats toujours actuels sur les bonnes pratiques éducatives.

Qui était en effet Edouard Claparède? Médecin, neurologue et neuropsychologue, psychologue et pionnier des sciences de l'éducation, profondément inspiré par l'œuvre de Rousseau, qu'il qualifiait de «Copernic de l'éducation», (186) il fut l'initiateur du projet de formation d'un institut de psychopédagogie et cofondateur, avec entre autres Pierre Bovet, Louis Ferrière, Adrien et François Naville, Edouard Chapuisat, Lucien Cellérier et Philippe Guye, de l'Institut Jean-Jacques Rousseau qui deviendra plus tard, en 1975, la FAPSE. Claparède a été aussi le fondateur et directeur de la revue *Les Archives de psychologie* et le Secrétaire général, organisateur et participant actif des Congrès internationaux de psychologie dès 1909.

Martine Ruchat a développé une approche originale de la biographie, fondée sur la construction de la représentation de son personnage «en train de vivre» (19) et qu'elle cherche à «suivre au quotidien, pas à pas, dans le temps et les lieux, dans ses relations et ses activités, dans ses engagements et prises de position», (11) à travers ses productions personnelles, ses notes, lettres, articles et ouvrages. Approche sensible et empreinte du souci de ne pas interpréter pour ne pas trahir la vérité des archives tout en proposant une mise en scène de la vie. On apprend donc autant, dans cet ouvrage, à connaître la personne de Claparède, sa vie, sa personnalité, que

ses idées et ses activités que l'on suit dans les linéaments de leur formation et de leurs développements. La biographe parvient à nous faire appréhender son personnage dans une sorte d'épaisseur existentielle par laquelle on est conduit de manière vivante et passionnante à une véritable intelligence de l'homme, de ses motivations, de ses buts, de ses réalisations comme de ses erreurs et de ses échecs. Ainsi apprend-on qu'en dépit de sa position de premier plan et de son rayonnement, il pratique la simplicité, l'aménité et une droiture dans la ligne de Pascal, professant qu'apprendre à bien penser, c'est se former à la probité. Il se dépense sans compter, s'éparpille même. Eclectique et passionné, il explore quantité de domaines, soucieux de morale en politique, étudiant la psychanalyse, fondant la première consultation médico-pédagogique, en 1913, s'investissant dans l'orientation professionnelle, s'intéressant à la psychologie animale, questionnant le spiritisme, pratiquant l'hypnose, il s'épuise dans une activité débordante et fébrile et, accablé de responsabilités et de tâches et déjà se dit dès l'âge de 49 ans devenu «aboulique». (308)

Théoricien, expérimentateur, épistolier aux 2500 correspondants, et globe-trotter de la psychologie comme l'appelait sa collaboratrice Hélène Antipoff, scientifique aux innombrables publications et philosophe tout ensemble, défenseur du souci de «mettre l'enfant au centre» (282) avant toute autre considération éducative, il a été en relation avec tout le cénacle des penseurs, chercheurs et expérimentateurs de l'époque et était de ce fait, comme l'affirme un de ses pairs, un des psychologues les mieux informés de son temps.

L'ouvrage de Martine Ruchat nous emmène donc à la fois dans une dimension historique qui nous laisse comprendre et suivre les péripéties qui ont présidé à l'élaboration et aux premiers développements des sciences de l'éducation, et dans l'exposé des vues mêmes de Claparède. Il permet

d'appréhender en particulier sa contribution scientifique la plus centrale et la plus originale, sa «pédagogie fonctionnelle» (195) qui se propose de répondre à la question à quoi sert l'éducation? Sa pédagogie fonctionnelle participe en pionnière du courant de «l'éducation nouvelle» que l'on nomme aussi «pédagogie progressiste». Elle se situe dans la même préoccupation de refondation de l'école, autour de l'activité de l'enfant, que celle des autres grands représentants de ce courant, Ovide Decroly, Maria Montessori ou Adolphe Ferrière notamment; un courant pédagogique qui n'a du reste rien perdu de sa vigueur et de son intérêt dans les débats d'aujourd'hui autour de l'éducation des enfants et de l'organisation de l'enseignement.

Son *fonctionnalisme* est fondé sur une conception de l'intelligence et de l'apprentissage comme fonctions adaptatives. Ces notions du reste ont considérablement inspiré les vues et les travaux et alimenteront toute l'œuvre du jeune collaborateur qu'il avait appelé à l'Institut Rousseau, en 1921, un certain Jean Piaget, et l'on s'aperçoit aujourd'hui qu'elles s'inscrivent à l'origine de ce que l'on nommera plus tard le constructivisme. Mais Claparède, très marqué par le souvenir douloureux de l'encasernement scolaire de sa jeunesse veut avant tout réformer profondément la conception de l'éducation scolaire – il dira même de l'école qu'il faut la «raser et la reconstruire, repensant l'école pour l'enfant et non l'enfant pour l'école». (179) En parfait émule de Rousseau et fin observateur naturaliste, il défend l'idée que «l'enfance sert à jouer et imiter» (*Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale*, 1951, vol. 1, 165), dans un besoin naturel de découvertes et d'expériences pour se développer. Il lui apparaît absurde de l'embailler des heures durant dans une salle de classe à écouter passivement des leçons produisant sa fatigue intellectuelle et son désintéressement, alors que, pour

apprendre, il a besoin d'être actif dans un climat participatif. Il met en valeur «l'apprentissage par le plaisir: quand on travaille joyeux on apprend mieux». (196)

Il promeut aussi la pratique d'aller ensemble *au vert*, dans la nature, «comme une convivialité formatrice de lien». (195)

D'où sa conviction que l'école traditionnelle ne remplit pas sa fonction et contribue même, tout au contraire, à produire de l'échec et à gaspiller ainsi d'incommensurables ressources humaines et sociales.

Martine Ruchat nous révèle aussi cet autre aspect de la belle personnalité de Claparède: son engagement politique honnête et sincère dans la quête de la vérité ainsi que le courage civique qui le soutient. Bien que d'origine patricienne, Claparède déroge au conformisme de ses pairs et affiche une conscience de vivre dans un régime social inique qui le rapproche, en politique, des courants progressistes. Il dit même que ses sympathies sont à gauche (sous-entendu socialiste). Ce qui lui vaudra l'opprobre de la «bonne société».

Vu l'importance de la position et des travaux de Claparède à la fois dans le champ du développement de la psychologie en tant que discipline autonome dans le monde et dans celui de la connaissance de l'enfance, on est donc en droit de trouver un peu surprenante l'ombre dans laquelle est tombée son œuvre pionnière.

Voilà donc un ouvrage fort bienvenu et à la lecture des plus profitables, nous dirions presque indispensable à quiconque s'intéresse ou est concerné par l'histoire des idées, l'histoire de la pensée moderne sur l'enfant, comme au praticien, psychologue, pédagogue, enseignant qui souhaite prendre du recul et mettre son activité en perspective de la réflexion fondamentale sur le sens et les objectifs de son travail. Et pour tous ceux qui aiment les sources et l'histoire qui se raconte.

Christian Mounir (Genève)

Damiano Matasci **L'école républicaine et l'étranger** Une histoire internationale des réformes scolaires en France, 1870–1914

ENS Editions, Paris 2015, 274 p., € 24,-

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2012, Damiano Matasci prône l'internationalisation de l'histoire scolaire en faisant une histoire des acteurs et des réseaux pédagogiques destinée à estimer l'influence des expériences étrangères sur les débats scolaires de la France de la III^e République.

L'auteur s'attache tout d'abord à présenter les différentes modalités de constitution d'un savoir pédagogique étranger: aux missions pédagogiques, en Europe et aux Etats-Unis notamment (confiées à des experts de l'éducation tels que F. Buisson, O. Gréard ou encore G. Compayré) vient s'ajouter la création du Musée pédagogique en 1879, et la naissance de revues spécialisées, en particulier la *Revue pédagogique* avec sa rubrique «Courrier de l'extérieur». P. Ognier (*L'Ecole républicaine française et ses miroirs*, Berne, Peter Lang, 1988) a insisté sur l'importance de cette rubrique intégralement élaborée par son secrétaire de rédaction, James Guillaume, entre 1882 à 1896. Ce dernier rédige aussi les articles sur la législation étrangère dans le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*. Cette figure centrale qui forme avec Ferdinand Buisson «un extraordinaire exemple d'édification d'un couple intellectuel et pédagogique franco-suisse» (P. Cabanel, *Ferdinand Buisson. Père de l'école laïque*, Genève, Labor et Fides, 2016, 42) aurait mérité d'être davantage mise en valeur. La deuxième partie du livre porte sur les lieux propices aux échanges: les expositions universelles, les sections scolaires des congrès internationaux, les bureaux et les associations qui réunissent des ensei-

gnants au-delà des frontières. Mobilisant des sources variées (dossiers d'archives relatifs aux expositions universelles, rapports imprimés, liste des congrès internationaux consacrés à l'enseignement, etc.), nourrie de tableaux et d'illustrations, elle fait émerger les principaux modèles des réformateurs que sont l'Allemagne, la Suisse et les Etats-Unis. La manière dont les connaissances sur les systèmes scolaires de ces Etats ont influencé le débat scolaire français est au centre de la troisième partie de l'ouvrage. D. Matasci montre que même la laïcité, intimement liée au contexte politique français, est «au centre d'une circulation internationale d'idées». (195) S'intéressant aux phénomènes de réappropriation, l'auteur conclut sa démonstration par une analyse de la réception du modèle scolaire allemand. Il invite à s'interroger sur l'usage qui fut fait par les réformateurs de l'argument d'un «retard scolaire français» dans le cadre du mouvement de réforme de l'enseignement secondaire. Et souligne, pour conclure cette partie, la singularité de la scolarisation en France qui s'explique par un processus politique spécifique. Dans la seconde moitié du 19^e siècle est ainsi «fabriquée» la sphère internationale, la comparaison servant à légitimer les réformes nationales tout en stimulant une «autoréflexivité». (203)

En conclusion de son livre, l'auteur insiste sur un rapport complexe à l'étranger, (234) les expériences internationales servant de réservoir d'exemples et de contre-exemples instrumentalisés au gré des débats politiques et éducatifs. D. Matasci nuance ainsi le postulat d'une standardisation silencieuse des systèmes et des savoirs scolaires tout en rappelant que la «prétendue exception française en matière scolaire» est une fausse évidence. (236)

Le livre de D. Matasci témoigne des difficultés auxquelles se heurte toute

tentative d'évaluer les influences étrangères sur les systèmes éducatifs, fût-ce au niveau discursif, d'où la mise en garde faite par l'auteur dès son introduction: «Tout d'abord, le lecteur aura peut-être la sensation de se voir tout expliquer par les connexions et les interactions avec l'étranger. La critique serait donc une négligence des dynamiques nationales, départementales ou locales, un oubli d'autres acteurs importants des politiques scolaires ainsi qu'une surestimation naïve de la prégnance de la dimension internationale.» (17) Cela dit, en isolant les apports de l'étranger, il parvient à montrer le phénomène largement sous-estimé d'acculturation de savoirs scolaires ainsi que les similitudes dans la façon d'envisager la formation des citoyen-ne-s à venir à l'ère libérale.

Jean-Charles Buttier (Genève)

Robert Guyver (éd.)
**Teaching History
 and the Changing Nation State
 Transnational and Intranational
 Perspectives**

Bloomsbury Academic, Londres 2016, 312 p.,
 Paperback £ 24.99

L'ouvrage collectif édité par Robert Guyver offre une plongée dans l'enseignement de l'histoire depuis l'après-guerre de non moins d'une vingtaine de pays de divers continents. Destiné, dans l'ordre, aux enseignants d'histoire, aux formateurs d'enseignants et aux historiens, il entend réfuter le «monoculturalisme historique» et l'instrumentalisation politique de la discipline en instaurant un dialogue autour d'une histoire partagée et plurielle.

Les cinq études de cas qui composent la première partie (Palestine, Russie-Ukraine, République d'Irlande-Irlande du Nord, Turquie-Grèce, Afrique du

Sud-Rwanda), consacrée aux situations «post-conflits», soulignent le lien étroit existant entre politique et histoire, en analysant les tensions suscitées par l'établissement de *curricula* ou de manuels. L'étude consacrée au cas palestinien pose bien le paradoxe: si l'enseignement d'une histoire partagée est vu comme un moyen de parvenir à la paix, quelle paix peut-il y avoir lorsque des influences internationales s'ajoutent aux difficultés internes pour imposer une vision unique (et pro-israélienne) de la question des sources du conflit? La pression politique sur l'enseignement de l'histoire (et sur les enseignants eux-mêmes), bien que de nature différente, n'est pas moins grande en Russie ou en Ukraine, en Grèce ou en Turquie, comme le montrent les articles suivants, dans lesquels les auteurs analysent le rôle complexe de la mémoire du passé: partagée, plurielle et surtout informée par la science historique, elle peut idéalement rapprocher les peuples; souvent idéalisée et exaltée, elle tient de la création de fictions d'identités nationalistes et fantasmées, rendant les conflits plus difficiles encore à résorber.

La deuxième partie de l'ouvrage se concentre sur les contextes post-coloniaux dans des démocraties (Portugal-Brésil, Etats-Unis, Royaume-Uni). Le lecteur y retrouve bien des thèmes développés dans la première partie, tels la question de l'instrumentalisation politique de l'enseignement de l'histoire (cette fois autour de la création d'identités), le conflit entre construction de mémoire nationale et nécessité d'une narration inclusive, ainsi que les enjeux de pouvoir qui s'expriment dans la vision du monde promue par l'histoire enseignée. L'approche curriculaire qui dominait la première partie cède ici en partie sa place à l'exploitation d'études statistiques; ainsi Marlene Cainelli, Helena Pinto et Glória Solé, dans leur chapitre sur le Brésil et le Portugal, utilisent en particu-

lier deux études portant sur la conscience et le raisonnement historiques des élèves des deux pays, par exemple autour de la question: «Quel impact sur l'histoire du Brésil si les Portugais n'y étaient pas arrivés en 1500?» Les résultats montrent la permanence d'une vision mythifiée et inégalitaire de l'histoire (notamment promue par certains médias), les colonisés étant encore perçus comme inférieurs et la colonisation comme bénéfique. Cyndi Mottola Poole s'intéresse, quant à elle, au point de vue que les enseignants américains portent sur l'histoire dans un contexte où la place des «Native Americans» interroge l'identité d'une nation elle-même née d'une rupture avec un colon; si la grande majorité des enseignants souhaite rendre davantage compte de ce volet de l'histoire nationale et regrette un manque de matériaux (notamment ceux donnant une voix aux «natifs»), ils demeurent peu nombreux à l'inclure et à thématiser l'esclavage dans leur enseignement.

La troisième partie de l'ouvrage propose deux études (Russie-Australie, Espagne) dans lesquelles l'histoire politique enrichit l'approche curriculaire. La comparaison entre les tentatives de John Howard en Australie en 2005–2006 et de Vladimir Poutine en Russie d'imprimer une vision nationaliste et traditionaliste de l'histoire dans l'enseignement montre que des démocraties libérales telles que l'Australie ne sont pas à l'abri de ces impulsions. En outre l'importance, dans l'échec de John Howard, de la mobilisation de la société civile (historiens, enseignants...) contre une volonté étatique de s'appropriier l'histoire est mise en avant.

Les deux articles formant la quatrième partie de l'ouvrage étudient la pluralité des regards que trois nations (Australie, Turquie, Nouvelle-Zélande) portent sur un événement partagé – la bataille dite de Gallipoli ou des Dardanelles – crucial dans ces trois pays pour la construction d'une

identité nationale, voire d'une nation, comme en Turquie. Ces contributions soulignent la nécessité d'étudier les diverses modalités de présence d'un tel événement dans les sociétés concernées, toutes participant de l'élaboration d'une conscience historique, du film australien au jour férié de commémoration, du mythe aux études critiques récentes.

Ce dense recueil d'articles propose un vaste panel d'études de cas, où approches et pays se croisent plusieurs fois au fil du livre; il contient des réflexions très intéressantes sur l'enseignement scolaire de l'histoire, et son cadre transnational, s'il introduit une nécessaire altérité et invite à la comparaison, permet aussi d'isoler des phénomènes transversaux et communs. Ainsi, au fil des différentes parties dont les titres sont, de l'aveu même de l'éditeur, d'une pertinence relative (la situation israélo-palestinienne est-elle vraiment «post-conflit»?), on retrouve l'histoire et son enseignement aux prises avec les mêmes pulsions de contrôle politique, le plus souvent nationalistes, et les mêmes

tensions générées par des histoires partagées, mais en conflit.

L'objectif de dialogue entre contributeurs et entre études de cas, lui, est inégalement atteint. Si les synthèses de l'éditeur scientifique, qui concluent chacune des quatre parties et offrent de riches perspectives transversales, assurent l'existence d'un dialogue productif à l'échelle de l'ouvrage, certaines contributions (Russie-Ukraine ou Australie-Nouvelle-Zélande, par exemple) paraissent parfois relever plutôt d'expositions juxtaposées de situations proches que de réel dialogue, peut-être à cause de la nécessité contraignante d'introduire le lecteur à des situations nationales complexes; le lecteur est donc plusieurs fois forcé de tirer les parallèles lui-même. Cela dit, il trouvera dans cet ouvrage largement de quoi alimenter sa réflexion sur des thèmes familiers aux Suisses également, tels les débats sur les mythes nationaux et leur révision, confrontée à l'accusation d'«antipatriotisme».

Matthieu Clément (Lausanne)